

## DÉFIS ET ENJEUX DE LA MONDIALISATION DANS LES OUTRE-MERS FRANÇAIS

Une nouvelle étape... dans la continuité. Ainsi peut se définir cette livraison de la revue *Mappemonde*. Il s'agit de la première étude consacrée aux outre-mers français depuis la publication, en février 1998, du volume 13 de l'*Atlas de France*. Elle a été réalisée par des enseignants-chercheurs des quatre universités signataires d'un accord-cadre destiné à coordonner les efforts d'équipes de recherche autour d'un même objet géographique, en l'occurrence les espaces ultramarins français (Du volume *Les outre-mers* au Réseau outre-mers [ROM]).

Ces neuf articles s'inscrivent dans une continuité thématique dont les fils directeurs ont été définis dans l'introduction de l'Atlas. Au-delà des divergences et des spécificités propres à chaque entité d'outre-mer, on peut dégager des structures et des dynamiques spatiales communes. Partant de cette hypothèse, les auteurs devaient développer leur analyse dans un cadre pluriterritorial (exception faite de la Polynésie française, territoire fragmenté en cinq archipels et une multitude d'îles) et autour d'une question centrale : dans quelle mesure les outre-mers, étroitement liés à une métropole lointaine, s'intègrent-ils à leur environnement régional et s'insèrent-ils dans les processus de mondialisation des échanges ? L'outil cartographique et statistique permet d'appuyer les démonstrations : cartes assistées par ordinateur, cartes thématiques de synthèse et construction de modèles graphiques.

Historiquement, le développement économique des outre-mers reposait sur la succession de cycles d'exploitation de produits primaires. Le passage à une économie largement tertiaisée, soutenue par des transferts financiers massifs, a provoqué de profonds bouleversements socioéconomiques (Espace et société dans les départements d'outre-mer insulaires). Parallèlement, les liens avec la métropole, et dans une moindre mesure avec les États de l'Union européenne, se sont resserrés. Cette relation privilégiée ne saurait

exclure la recherche d'une meilleure intégration des espaces ultramarins dans les champs du régional et du mondial (Intégrations et dépendances).

Désormais, les économies ultramarines essaient de se positionner sur de nouveaux marchés. En raison de la faiblesse des structures industrielles, la promotion des activités touristiques apparaît comme un palliatif des difficultés économiques des outre-mers. Malgré leurs efforts pour s'adapter à la demande régionale et internationale, ces territoires restent des destinations secondaires et accueillent principalement une clientèle métropolitaine (Les tourisms dans les départements français d'Amérique. Le tourisme dans les outre-mers de l'océan Pacifique). Sur les trois océans, les outre-mers ne jouent plus qu'un rôle mineur et sont en périphérie des grands flux commerciaux régionaux et transnationaux (Intégration régionale et politique des outre-mers). Enfin, en Polynésie française, le développement du territoire, qui doit faire face à des pressions accrues sur l'environnement, passe peut-être par une mise en valeur rationnelle des ressources marines, pour l'instant insuffisamment ou mal exploitées (Espace et développement dans le Pacifique : problèmes et perspectives. Le cas de la Polynésie française).

La croissance et la richesse sont de plus en plus captées par les aires métropolitaines des DOM. Les disparités spatiales se creusent au profit des espaces urbanisés et touristiques. La modélisation graphique permet de représenter ces dynamiques et d'identifier les structures élémentaires de l'espace (Guadeloupe, Martinique, Guyane : des espaces tropicaux entre insularité et continentalité). À une échelle plus fine, l'analyse des quartiers urbains des villes capitales révèle des structures spatiales communes (Les grandes villes des départements d'outre-mer : organisation de l'espace et disparités sociales). – **Didier Benjamin, Henry Godard**

*Les neuf articles de ce numéro de Mappemonde s'inscrivent dans le cadre de la convention signée entre les universités ultramarines, l'université de La Rochelle et le Secrétariat d'État à l'outre-mer (SEOM). Les thèmes abordés sont considérés comme prioritaires par le SEOM. Les auteurs ont bénéficié de son appui.*